

Plan 1 – ZONAGE

COMMUNE DE : HERZEELE

Echelle (au format A0) : 1 / 9 000ème

Arrêté le :	1 <sup>er</sup> arrêté : le 18 mai 2021 2 <sup>ème</sup> arrêté : le 6 juillet 2021
Soumis à enquête publique :	du 17 janvier 2022 au 22 février 2022
Approuvé le :	07 Juillet 2022



**Zones agricoles**  
A - Zone mise en valeur par l'agriculture, dont secteurs de qualité paysagère à préserver ou protéger au titre du SCOT  
AP - Zone mise en valeur par l'agriculture, dont secteurs de qualité paysagère à préserver ou protéger au titre du SCOT  
AE - Zone d'activités économiques isolées en milieu agricole

**Zones à urbaniser**  
AUE1a | AUE1b | AUE2 | AUE2a - Zone à urbaniser à vocation économique  
AUE1 | AUE2 - Zones à urbaniser à vocation d'habitat  
AUP - Zone à urbaniser à vocation d'équipements d'intérêt collectif et de service public  
AUT - Zone à urbaniser à vocation touristique

**Zones naturelles**  
Néfr - Zone naturelle de production d'énergies renouvelables  
NJ | UJ - Zone de jardins familiaux  
NL - Zone destinée aux sites naturels de loisirs  
NPP1 | NPP2 - Zone naturelle présentant un enjeu de protection paysagère ou à protéger au titre du SCOT  
NPT - Zone de qualité écologique non constructible  
NPN - Zone de dépôt VNF d'intérêt écologique à préserver  
NPN1 | NPN2 - Zone de réhabilitation du patrimoine bâti  
NCh - Zone de protection des zones humides du SAGE de l'Audomarois

**Zones urbaines**  
UA1 | UA2 - Zones urbaines mixtes  
UB1 | UB2 | UB3 - Zones urbaines mixtes  
UC1 | UC2a | UC2 | UC3 | UC4 - Zones urbaines mixtes  
UD1 | UD2a | UD2b | UD3 | UD4 | UD5a | UD6 - Zones urbaines mixtes  
UP - Zone d'équipements d'intérêt collectif et services publics  
UT - Zone dédiée à l'écotourisme  
UE | UE1 | UE2 | UE3 | UE4 - Zones d'activités économiques  
UE1 | UE2.1 | UE2.2 | UE3 | UE4 | UE21a | UE21b | UE21c | UE21d | UE21e | UE2 | ZA2.1 | ZA2.2 | ZA3 - Zones d'activités économiques (ZAC)

**Prescriptions**  
Espace boisé à créer  
Espace boisé classé à conserver  
Secteur d'orientation d'aménagement et de programmation  
Secteur de mixité sociale  
Emplacement réservé  
Secteur de projet en attente d'un projet d'aménagement global (L151-41)  
Bâtiment agricole pouvant changer de destination  
Marge de recul imposée : alignement  
Secteurs potentiellement soumis au risque d'inondation (cf. plan de zonage n°3 - Informations complémentaires)

Emplacement Réservé

Désignation	Destination	Bénéficiaire	Superficie (m²)
ER-Her1	Parking covoiturage	CCHF	2 212
ER-Her2	Accès futur	Commune	48
ER-Her3	Equipement public	Commune	8 750
ER-Her4	Voie future	Commune	240
ER-Her5	Aménagement de carrefour	Commune	197
ER-Her6	Cheminement doux	Commune	57
ER-Her7	Voie future	Commune	1 027

- Le territoire de la communauté de communes des Hauts de Flandre est concerné, en totalité ou partiellement, selon les secteurs, par:
    - Un risque mouvement de terrain en temps de sécheresse, lié au retrait-gonflement des argiles ;
    - Un risque inondation (par remontée de nappe ou débordement) et coulées de boue ;
    - Un risque sismique.
  - Le territoire de la C.C.H.F. est partiellement couvert par le PPRI de l'Her approuvé le 28 décembre 2007. Un PPRI est en cours d'élaboration sur la mairie audomarois, concernant trois communes de la C.C.H.F.
  - Une partie de son territoire est soumise à des risques d'inondation :
    - en zone de pieds de coteaux des Wateringues. S'y applique le document « pieds de coteaux des Wateringues dans le Département du Nord : zones inondables et préconisation de prises en compte des risques dans l'urbanisme » (élaboré par l'Etat), qui s'impose aux autorisations d'urbanisme ;
    - par débordement des canaux des wateringues. S'y applique la doctrine « intégration du risque d'inondation ou débordement des canaux des Wateringues dans l'urbanisme, qui s'impose aux autorisations d'urbanisme.
  - Le territoire de la C.C.H.F. est concerné par la carte des zones à dominante humide du SDAGE Artois – Picardie 2022-2027, ainsi que par les inventaires des SAGE du Delta de l'Escaut de l'Est de l'Artois.  
Selon la disposition A.9.5 du SDAGE Artois – Picardie 2022-2027 :  
« Dans le cadre des procédures administratives, le pétitionnaire démontre que son projet n'est pas situé en zone humide » au sens de la police de l'eau, à défaut et sous réserve de justifier de l'importance du projet au regard de l'intérêt général des zones humides\* détruites ou dégradées. Il doit par ordre de priorité :
    1. Éviter d'impacter les zones humides\* en recherchant une alternative à la destruction de zones humides\* ; Cet évitement est impératif pour les zones humides\* dont la qualité sur le plan fonctionnel est irremplaçable\* (cf. disposition A.9.1) ;
    2. Réduire l'impact de son projet sur les zones humides\* en cas d'absence d'alternative sérieuse à la destruction ou dégradation de celles-ci ;
    3. Compenser l'impact résiduel de son projet sur les zones humides\* . Pour cela le pétitionnaire utilise préférentiellement l'outil d'évaluation national de la fonctionnalité des zones humides mis à disposition par l'Office Français pour la Biodiversité, pour déterminer les impacts résiduels après évitement et réduction et garantir l'équivalence fonctionnelle du projet de compensation. Celui-ci doit correspondre à une restauration\* de zones humides équivalentes sur le plan fonctionnel, sans que la surface de compensation ne soit inférieure à la surface de la zone humide détruite, selon un ratio qui respecte les objectifs suivants :
      - 150% minimum, dans le cas où le site de compensation sur lequel le projet doit se réaliser est situé dans la classe « à restaurer/réhabiliter » de la classification établie par le SAGE (cf. disposition A.9.1) ou, si le SAGE n'a pas achevé la classification, dans une liste partielle de zones humides « à restaurer/réhabiliter » ayant recueilli l'avis favorable de la CLE du SAGE ;
      - 200% minimum, dans le cas où le site de compensation sur lequel le projet doit se réaliser est situé sur un SAGE voisin, et est dans la classe « à restaurer/réhabiliter » de la classification établie par le SAGE voisin (cf. disposition A.9.1) ou, si le SAGE voisin n'a pas achevé la classification, dans une liste partielle de zones humides « à restaurer/réhabiliter » ayant recueilli l'avis favorable de la CLE du SAGE voisin ;
      - 300% minimum, dans tous les autres cas.
- Les mesures compensatoires sont partie intégrante du projet et précèdent son impact sur les zones humides. Elles doivent se faire prioritairement sur le même territoire de SAGE que la destruction et prioritairement en zone non agricole (c'est-à-dire prioritairement hors des zones A « des PLU et PLU ). La compensation ne peut se faire que dans le bassin Artois-Picardie. »



Sources : cadastre DGF CG 59 - 2021

AOUR - Juillet 2022

